

---

## Le monde au temps du coronavirus : une géopolitique de l'incertain

---

Plus de deux millions de morts, temps immobile du grand confinement qui a claquemuré quatre milliards d'individus pendant plusieurs mois au printemps dernier, paralysie du commerce mondial et crise économique d'une ampleur inédite... la pandémie du COVID-19 bouleverse notre quotidien depuis 2020.

L'historien du temps présent est interrogé par cette crise car elle actualise sa réflexion épistémologique sur ce qu'est un événement. Or, les historiens ont un problème avec l'événement ! Il y a près d'un siècle, un courant historiographique fondateur, qui allait prendre le nom d'« Ecole des Annales », s'est opposé à l'histoire-bataille, jugée trop factuelle et biographique, des positivistes qui s'intéressaient à l'événement et pas suffisamment aux structures sociales. Depuis lors, l'événement est appréhendé avec méfiance par l'historien qui, tout comme l'anthropologue ou le sociologue, préférera le plus souvent montrer que l'événement n'en est pas un : la nouveauté n'est pas si nouvelle, la brutalité du fait s'inscrit dans une perspective historique, une tradition culturelle, une logique sociale sur la longue durée. On peut alors presque affirmer qu'« *a posteriori*, nous aurions pu prévoir l'événement »<sup>1</sup> qui semble ressortir aux discours bavards, peu scientifiques, véhiculés par les mass media. Pour Pierre Nora, l'événement n'existerait d'ailleurs que dans ce rapport au temps - celui de la modernité – qui accompagne la médiatisation. Il explique que « presse, radio, images n'agissent pas seulement comme des moyens dont les événements seraient relativement indépendants, mais comme la condition même de leur existence. La publicité façonne leur propre production »<sup>2</sup>. Et la crise du coronavirus interroge beaucoup à cet égard : depuis le mois de mars, les pays occidentaux vivent au rythme des médias, qui déversent comme des torrents leurs informations en continu, souvent sans recul et sans hiérarchisation.

Pour autant, nous avons tous conscience que quelque chose d'important, d'inédit, est en train de se jouer en ce moment. Nous pressentons bien qu'il y aura un avant et un après-Covid, nous voyons l'évidence d'une rupture tout en restant dans l'incertitude quant à sa signification. L'événement n'est pas rien, il n'est pas une simple anecdote construite par les médias. Sa puissance est telle qu'il révèle des structures, des trames profondes des sociétés, des économies, des relations internationales (c'est ce que Christophe Charle appelle l'événement-structure<sup>3</sup>). Mais il est peut-être aussi autre chose qu'un révélateur, un catalyseur ou un « clarificateur » pour reprendre la formule de Michel Duclos<sup>4</sup> : la question est de savoir s'il peut créer un basculement ou une rupture dans le système international.

***En un mot, à quel type d'événement appartient la crise sanitaire ?***

---

<sup>1</sup> A. Bensa et E. Fassin, « Qu'est-ce qu'un événement ? », *Terrains*, n°38, mars 2002, p.5-20.

<sup>2</sup> P. Nora, « Le retour de l'événement », dans J. Le Goff P. Nora (dir.), *Faire de l'histoire*, vol. I : Nouveaux problèmes, Paris, Gallimard, 1974, p. 210- 229.

<sup>3</sup> Chr. Charle, *Naissance des intellectuels (1880-1900)*, Les éditions de Minuit, 2016.

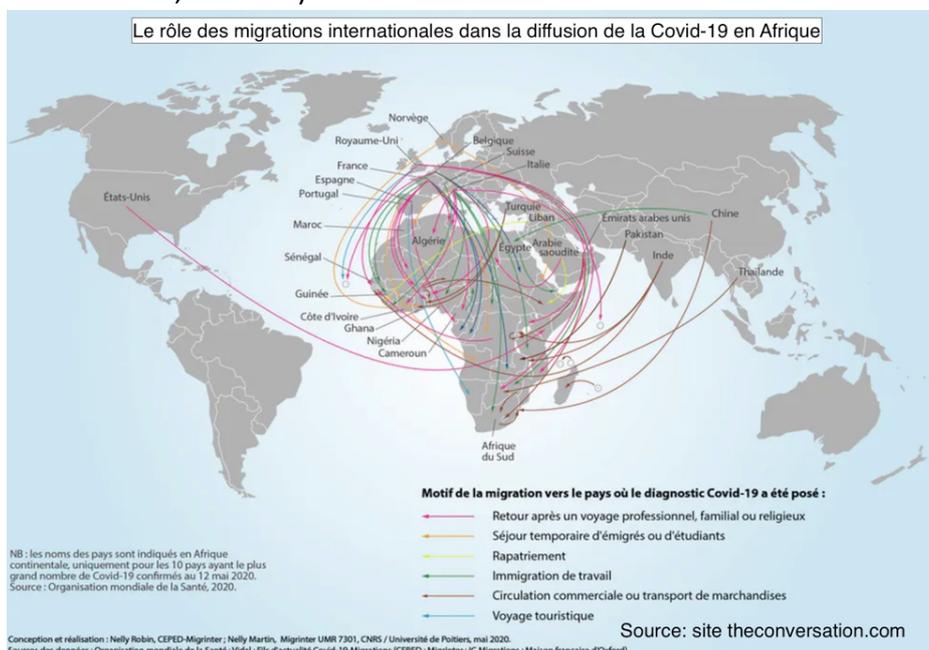
<sup>4</sup> M. Duclos, « Un virus clarificateur », *Note de juin 2020*, Site de l'Institut Montaigne.

# 1. Un événement-structure révélateur de l'état du monde

## 1.1. Un révélateur de l'interconnexion du monde

Les logiques de diffusion du virus dans l'espace mondial témoignent de l'interdépendance des systèmes économiques, technologiques, culturels etc. Le virus s'est d'abord propagé en **tache d'huile**, depuis la ville de Wuhan en Chine puis dans le voisinage asiatique immédiat (Corée du Sud, Japon, Vietnam...). Puis, et c'est là que l'on change d'échelle, le virus a suivi **les liens réticulaires de proximité fonctionnelle tissés par la mondialisation**, entre des territoires souvent très éloignés géographiquement les uns des autres mais associés, interdépendants, comme les métropoles mondiales qui forment un archipel à l'échelle de la planète. Les flux aériens, empruntés par les hommes d'affaires et les réseaux diasporiques, ont largement contribué à la propagation du coronavirus. Singapour, Londres, Paris, Milan, Francfort, qui sont des « hubs », ont ainsi été des portes d'entrée et de rediffusion, tout comme Seattle et la Californie sur la côte pacifique des Etats-Unis et, bien sûr, la Mégalopolis de la côte est. Tous ces territoires confirment ainsi, sans surprise, leur statut d'interfaces mondialisées. Le géographe Laurent Carroué parle d'une « pandémie par le haut, socialement et géographiquement »<sup>5</sup>.

**D'autres systèmes ont pu ensuite jouer.** Ainsi, dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, aux réseaux branchés sur la Chine se superpose le séjour à Londres, Paris ou autres des élites politiques ou économiques nationales. Il semble avoir joué un rôle important dans la diffusion de la contamination (Nigéria, Bénin, Côte d'Ivoire, Gabon, Soudan du Sud, Botswana, Burkina Faso, R. D. C...).



Il faut également, au cas par cas, interroger le **facteur religieux dans sa dimension socio-territoriale**. Certes, certaines communautés religieuses ont été promptes à prendre des mesures de restriction ou à adapter leurs prières (au Vatican, en Arabie Saoudite, à Taiwan notamment). Mais de nombreux rassemblements ont probablement été des vecteurs

<sup>5</sup> L. Carroué, « Mondialisation et démondialisation au prisme de la pandémie de Covid-19. Le grand retour de l'espace, des territoires et du fait politique », Site *Géoconfluences*, mai 2020.

importants de l'épidémie. C'est le cas de la secte coréenne de Shincheonji de Jésus autour de Daegu, des rassemblements piétistes musulmans Tablighi Jamatt à Kuala Lumpur (20000 fidèles venaient de nombreux pays asiatiques) et à Lahore, rassemblement évangéliste de Mulhouse, sectes ultraorthodoxes des *haredim* en Israël... En Afrique, de nombreux chefs religieux refusent de respecter les gestes barrières, en voyant dans la maladie une épreuve divine et expiatoire. En Iran, l'aveuglement des autorités politiques et religieuses chiites, qui ont maintenu les prières collectives à Qom alors que se déclaraient les premiers cas, a aussi débouché sur une catastrophe sanitaire. Enfin, on ne peut comprendre la rationalité des stratégies de Donald Trump ou de Jair Bolsonaro si on évacue l'importance politique et idéologique des mouvements évangélistes qui ont contribué à leur accession au pouvoir et qui se trouvent dans leurs premiers cercles.

La **fermeture des frontières** et les confinements qui ont suivi **témoignent** également, en **négatif** en quelque sorte, **de l'interconnexion planétaire**. En effet, la fragmentation d'un « village global » jusqu'alors unifié par les flux mondialisés a cloisonné des communautés entières et a stoppé les mobilités humaines et les échanges commerciaux (qui, d'après l'OMC, ont chuté de 5,6% pour l'année 2020 par rapport à 2019 en ce qui concerne les marchandises et même de 15,4% pour les services<sup>6</sup>). L'effondrement du secteur du tourisme est particulièrement emblématique de cette mise à l'arrêt du monde : les flux touristiques ont ainsi baissé de 74% sur l'ensemble de l'année 2020, et même de 97% pour le seul mois d'avril<sup>7</sup>.

### **1.2. Un révélateur d'un ordre économique très déséquilibré**

La pandémie du Covid-19 révèle clairement les **asymétries de la nouvelle division internationale du travail**, et notamment **l'éclatement des chaînes mondiales de valeur**. Une chaîne de valeur recouvre les différentes étapes de production d'un bien, matériel ou immatériel, ou d'un service complexe au sein d'une entreprise qui peut délocaliser certaines unités de production, afin de bénéficier d'avantages comparatifs (main-d'œuvre bon marché, zones franches, qualité des infrastructures etc.). Depuis les années 1970 et surtout depuis 1990, avec l'effondrement du bloc communiste, la libéralisation financière et le développement des nouvelles technologies de la communication, de nombreuses firmes issues des pays riches se sont transnationalisées et ont délocalisé leur production vers des pays ateliers (la Chine, les Dragons asiatiques puis les Tigres, les Jaguars latino-américains etc.) ou ont recouru à une sous-traitance massive. Les pays occidentaux, quant à eux, ont généralement gardé les activités d'ingénierie, de marketing – en un mot, les étapes de haute valeur ajoutée – dans des sociétés devenues largement post-industrielles, pour reprendre l'expression de l'économiste Daniel Cohen<sup>8</sup>.

**Les effets de cette division du travail, qu'on appelle aussi division des processus de production, apparaissent au grand jour** à l'occasion de cette crise sanitaire inédite. On voit bien que les grandes entreprises ont désormais perdu la main sur **la maîtrise des chaînes logistiques** (la *supply chain*), du fait de la dilution des réseaux en cascade mobilisant des milliers de fournisseurs. Et on observe aussi la **pauvreté de l'appareil industriel encore**

---

<sup>6</sup> Site ONU Info.

<sup>7</sup> Site de l'Office Mondial du Tourisme, « International Tourism and Covid 19 ».

<sup>8</sup> D. Cohen, *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Le Seuil, 2006.

**implanté dans les pays occidentaux !** Les Français ont ainsi découvert que les grands groupes pharmaceutiques se procuraient 60 % à 80 % des principes actifs entrant dans la fabrication de leurs médicaments en Asie, pour l'essentiel en Chine et en Inde. Par ailleurs, sur 254 nouveaux médicaments autorisés en France par l'Agence du Médicament l'an dernier, seuls 20 sont fabriqués en France, contre 46 au Royaume-Uni et 36 en Allemagne. Dans ce contexte, on a pu ainsi déplorer la pénurie de paracétamol, de produits anesthésiques, de masques, de gel hydro-alcoolique sans parler des respirateurs, dont l'essentiel est importé de Chine. Et alors qu'au mois de mars l'Europe choisissait la voie du grand confinement parce que le matériel manquait, l'Empire du Milieu parvenait, quant à lui, à fabriquer 110 millions de masques par jour, mobilisant spectaculairement son industrie sur la production d'équipements médicaux. Le constructeur automobile BYD était ainsi capable de fabriquer cinq millions de masques et 300000 bouteilles de désinfectant et l'entreprise Saic Motor a, quant à elle, réussi à produire deux millions de masques par jour. Un géant de la pétrochimie, China Petroleum and Chemical Corporation, a même investi l'équivalent de 25 millions d'euros dans la fabrication de masques médicaux. Comme le rappelle Philippe Le Corre, auteur de *L'offensive chinoise en Europe*<sup>9</sup>, « seule la Chine a les moyens humains, matériels, et techniques de mettre en branle des usines pour produire une telle quantité de masques en si peu de temps. Ces ventes et ces dons de matériel médical pointent, en creux, les faiblesses de l'unité européenne. La Chine, elle, continue d'écrire son histoire »<sup>10</sup>. Remarquons bien que la situation ne concerne pas seulement la production d'équipements et de biens médicaux : la dépendance s'étend à quasiment tous les secteurs économiques. Par exemple, l'automobile (la Chine est à l'origine de 40% de la production mondiale), le textile, l'électronique...

### **1.3. Un révélateur de la crise du multilatéralisme, y compris sanitaire**

Le **multilatéralisme est à la fois une technique et une perspective**. En tant que technique, c'est un système de relations internationales qui privilégie les négociations, les engagements réciproques, les coopérations, les accords entre au moins trois Etats, dans le but d'instaurer des règles communes. En tant que perspective, il s'agit de promouvoir un monde plus sûr, pacifique, à l'abri du chaos des guerres et de l'anarchie politique. Le multilatéralisme instaure ainsi une forme de régulation pour le bien commun.

**L'idée remonte aux Lumières**, même si le mot multilatéralisme est plus récent. Il s'agissait alors de transcender l'état de nature hobbesien caractérisant les relations entre Etats à l'échelle planétaire pour affirmer un idéal de paix fondé sur la concertation et la primauté du droit. Le **congrès de Vienne**, en 1815, en est la première ébauche construisant, sur les décombres de l'aventure napoléonienne, un équilibre européen qui a duré un siècle. Le développement industriel du **second XIXe siècle**, avec l'essor des échanges et les nouvelles techniques de communication, voit parallèlement l'apparition des premières organisations internationales pour le télégraphe, la poste, le commerce maritime... Le multilatéralisme global et politique naît réellement du traumatisme de la **Première Guerre mondiale** avec la création, en 1920, de la Société des nations (SDN) qui, structurellement impuissante, a été incapable d'empêcher de nouveaux conflits. Créée à New York, **en 1945, l'ONU** a l'ambition de tirer la leçon de cet échec. Le système est fondé sur trois piliers : la sécurité et la paix avec

---

<sup>9</sup> Ph. Le Corre, *L'offensive chinoise en Europe*, Fayard, 2015.

<sup>10</sup> « Masques : la Chine et Taiwan fabriquent à tout va », *Libération*, 20 mars 2020.

l'ONU proprement dite, l'économie avec le Fonds monétaire international (FMI) et le GATT, devenu l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et les droits humains avec le Conseil des droits de l'homme. S'y ajoute toute une galaxie d'organisations spécifiques. C'est le principe du « tous pour un, un pour tous », avec la sécurité collective comme politique de dissuasion et stratégie de mise à l'index de tout acteur belliqueux. Paralysé par l'affrontement bipolarisé de la Guerre froide et par la décolonisation, le **multilatéralisme a été ressuscité dans les années 1990** à la faveur de l'essor du commerce mondial et d'une régionalisation qui se renforçait alors (Union Européenne, Mercosur, Alena, etc.). Mais l'âge d'or a été de courte durée, brisé par **la guerre d'Irak de 2003** menée par les Etats-Unis sans mandat onusien, qui restera comme l'exemple même de l'unilatéralisme imposé par une grande puissance. L'arrivée au pouvoir de **Donald Trump** n'a rien arrangé : le président américain assume sa vision unilatéraliste de la géopolitique, comme en témoigne d'ailleurs son premier discours à la tribune de l'ONU en septembre 2017. Il y déclarait : « En tant que président des Etats-Unis, je mettrai toujours l'Amérique en premier. Tout comme vous, en tant que leaders de vos pays, mettez toujours et devez toujours mettre vos pays en premier ». Depuis, les Etats-Unis se sont retirés de nombre de traités, dont l'accord de Paris sur le climat, celui sur le nucléaire iranien, ou celui sur la limitation des armes nucléaires intermédiaires conclu avec la Russie à la fin de la guerre froide.

**On aurait pu imaginer que la pandémie, dans son caractère inédit et brutal, allait faire prendre conscience d'une nécessaire concertation mondiale**, qui aurait réactivé le multilatéralisme. Car, pour la première fois, toute l'humanité doit faire face au même moment à la même peur. « Un signal d'unité et de détermination du Conseil signifierait beaucoup en cette période d'anxiété », implorait Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU. Il a fallu tout de même attendre le 10 avril pour que le Conseil de Sécurité discute du virus pour la première fois depuis des mois... Mais la montagne a accouché d'une souris et quatre jours plus tard, le président Donald Trump annonçait la suspension de la contribution américaine à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), accusée de complaisance à l'égard de Pékin et de « mauvaise gestion » dans la crise. Les Etats-Unis étaient pourtant les premiers donateurs, assurant 17 % du budget... Cette impuissance à afficher, même symboliquement, la pleine conscience d'un destin partagé illustre la crise des institutions multilatérales. Elle est ancienne, profonde, et désormais plus évidente que jamais. Mais, que l'on ne s'y trompe pas, avant même Trump, le multilatéralisme avait du plomb dans l'aile : le conseil de sécurité n'a pas réussi à régler le conflit en Syrie depuis 2011, entre autres exemples. La multipolarité ou tout au moins la multidimensionnalité du monde implique des conflits de valeurs. Or, pour que le multilatéralisme fonctionne, il faut un minimum de consensus sur les principes !

## **2. Un événement accélérateur des tendances lourdes**

### ***2.1. La pandémie conforte la rivalité sino-américaine***

**La crise du multilatéralisme que nous venons d'évoquer trouve son origine profonde dans le conflit de valeurs** qui oppose les grandes puissances et rend illusoire une concertation fondée sur des principes communs. Très clairement, **la Chine cherche à proposer une alternative à l'unilatéralisme étasunien**, en se faisant le héraut d'un multilatéralisme actif et volontariste face à l'intransigeance affichée d'un Donald Trump. Elle veut par exemple

apparaître vertueuse en matière de défense de l'écologie et n'hésite pas à verdir son discours alors que Trump s'est retiré des accords de Paris de la Cop-21. Elle est aussi à la tête de quatre des quinze agences spécialisées de l'ONU, ce qui était impensable il y a vingt ans : l'Organisation de l'aviation civile internationale (ICAO), l'Union internationale des télécommunications (ITU), l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) et, depuis 2019, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elle avait tenté d'obtenir la direction des opérations de maintien de la paix – poste traditionnellement occupé par la France – et elle est devenue la plus grande contributrice pour les casques bleus. On sait aussi qu'elle a pesé de tout son poids dans la nomination de Tedros Adhanom Ghebreyesus, le patron de l'OMS. Et, début 2020, elle a présenté un candidat pour diriger l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. L'Amérique a fait campagne féroce contre elle et, au final, c'est un candidat neutre de Singapour qui a gagné. Mais cela donne un avant-goût des batailles à venir !

Toutefois, **son multilatéralisme n'emprunte pas nécessairement la voie de l'ONU**, elle construit son **propre discours** qui fait écho au vieux principe impérial du *Tianxia*, qui organisait jadis les relations entre l'Empire du Milieu et les pays tributaires de sa périphérie. Actualisée par des penseurs chinois comme Sheng Hong ou Zhao Tingyang, cette théorie politique édifie le monde, et non pas l'individu, l'Etat ou la nation, comme sujet politique. La notion sous-tend le projet d'une mondialisation inclusive, qui dénonce l'individualisme occidental, atomisé et égoïste. Une sorte d'anti-mondialisation américaine en somme... La grande initiative des « nouvelles routes de la soie », lancé en 2013, s'inscrit peut-être dans cette logique : il s'agit pour la Chine de créer un cadre de prospérité qui bénéficie à ses voisins tout en sécurisant ses approvisionnements (en ressources naturelles notamment) et ses débouchés commerciaux, jusqu'en Europe et en Afrique. **La Chine veut aujourd'hui apparaître comme une alternative aux démocraties libérales occidentales (et, derrière elles, aux Etats-Unis), dont les valeurs sont attaquées par des diplomates agressifs, les « loups combattants »** installés par Xi Jinping depuis quelques années dans les ambassades chinoises. Depuis le début de la pandémie, tout ce qui restait de courtoisie et de politesse asiatique chez les émissaires chinois à l'étranger a disparu, chassé par des méthodes d'intimidation. «La crise sanitaire a mis en évidence la stratégie du Parti communiste, une sorte de fuite en avant du régime, alors que la croissance économique ralentit et qu'il faudrait des réformes pour aller plus loin. Le discours de plus en plus nationaliste et agressif des "loux combattants" en est une manifestation», analyse Valérie Niquet, spécialiste de l'Asie à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS)<sup>11</sup>. Ce ton nouveau, jadis réservé aux pays petits et faibles, est désormais appliqué à presque tous les États occidentaux. Les rancœurs chinoises vis-à-vis des Européens et des États-Unis viennent de loin. Elles incluent les traités inégaux de 1842, les critiques de la répression menée place Tiananmen en 1989 et même le bombardement accidentel par l'Otan de l'ambassade chinoise à Belgrade pendant la guerre du Kosovo.

**Les ambitions chinoises sont désormais largement assumées par Xi Jinping** qui expliquait en 2018 qu'« *un grand pays comme le nôtre mérite de grandes ambitions.* »<sup>12</sup>. Le discours **contraste avec celui de Deng Xiaoping** qui, dans les années 1980, disait « cachons nos capacités et attendons notre heure ». En quarante années d'efforts, la Chine est devenue la **deuxième économie de la planète** (en PIB nominal), le deuxième investisseur à l'étranger, le

---

<sup>11</sup> « La diplomatie chinoise des loups combattants », *Le Figaro*, 4 juin 2020.

<sup>12</sup> « Réformes en Chine : Xi Jinping se veut inébranlable », *Le Monde*, 18 décembre 2018.

premier exportateur, le premier détenteur de réserves de change, le premier producteur d'acier, de charbon et de ciment... et sa balance commerciale avec les pays occidentaux, les Etats-Unis en premier lieu, est largement excédentaire. De quoi provoquer la **méfiance, voire la colère, de l'Oncle Sam** qui se lance dans une **guerre commerciale et technologique** sans précédent avec Pékin : mise en place de barrières douanières, course à la 5G en marginalisant le géant chinois Huawei, bras de fer débouchant sur un fragile accord commercial en 2019 que la pandémie a finalement fait voler en éclats. D'ailleurs, après avoir d'abord loué la politique de Xi Jinping qui parvenait à juguler l'épidémie, Donald Trump s'en est rapidement pris au dirigeant chinois, accusant la République Populaire d'avoir laissé le virus se propager. Un « virus chinois », comme le rappelait constamment le locataire de la Maison Blanche. La pandémie avive nettement les antagonismes entre les deux puissances, dont la **militarisation** croissante inquiète les observateurs. Malgré la crise, Pékin a annoncé au mois de mai 2020 que son budget militaire augmenterait de plus de 6% pour atteindre environ 178 Mds \$. Washington, de son côté, a atteint le niveau record de 738 Mds \$, soit l'équivalent de tous les budgets militaires de la planète réunis !

**Cette guerre froide pourrait dangereusement se réchauffer.** La militarisation de la **mer de Chine méridionale**, autour des archipels des Spratleys et des Paracels notamment, qui sont des enjeux majeurs pour Pékin (on y trouve des ressources en hydrocarbures, des ressources halieutiques et c'est une région stratégique sur la route du Moyen-Orient), s'est accélérée au plus fort de la pandémie : les Chinois ont même coulé un bateau de pêche vietnamien en avril dernier ! De nombreux pays riverains se placent désormais sous la protection étasunienne, comme le Vietnam, les Philippines (malgré des attermolements) ou encore Singapour. Les démonstrations de force chinoises sont également de plus en plus spectaculaires jusqu'aux portes de **Taiwan** : les 18 et 19 septembre 2020, et alors que le sous-secrétaire d'État américain à la Croissance économique, à l'Énergie et à l'Environnement, Keith Krach, était en visite à Taipei, l'Armée populaire de libération a mené d'importantes manœuvres aériennes (notamment avec deux bombardiers H-6 et 16 avions de chasse) au-delà de la ligne médiane du détroit de Formose, laquelle marque la frontière maritime entre Taiwan et la République populaire de Chine<sup>13</sup>. Jusqu'à présent, les avions et les navires militaires chinois se gardaient de franchir cette ligne médiane... Mais ce n'est plus le cas depuis 2019. Et les incidents se multiplient en cette période de pandémie. La répression des émeutes de **Hong Kong**, l'arrestation du milliardaire Jimmy Lai et l'imposition d'une loi de sécurité nationale liberticide<sup>14</sup> aggravent encore les tensions avec les Etats-Unis, et plus généralement les pays occidentaux. D'ailleurs, le nouveau président américain, Joe Biden, a souhaité évoquer fermement la situation de Hong Kong – de même que celle des Ouighours – lors du premier entretien téléphonique qu'il a eu avec le dirigeant chinois Xi Jinping, le 10 février 2021. Le politiste **Graham Allison** pense qu'une telle situation est caractéristique de la montée des antagonismes entre une puissance émergente et une puissance déjà établie. Il parle du « **piège de Thucydide** », en rappelant que la guerre du Péloponnèse trouvait son origine dans la volonté de Sparte de contenir l'essor de la cité athénienne au Ve siècle avant J.-C. Le politiste précise aussi que, dans l'histoire, lorsque de telles situations se produisent, il y a 11 chances sur 15 pour que cela débouche sur un conflit armé. Nul doute, en tout cas, que la rivalité sino-

---

<sup>13</sup> « Les derniers exercices militaires chinois sont une répétition pour une prise de contrôle de Taiwan », Site de Zone militaire. Opex 360, 21 septembre 2020.

<sup>14</sup> « A Hong Kong la répression se poursuit avec l'arrestation de deux figures du mouvement pour la démocratie », Site internet Actu.fr, 10 août 2020.

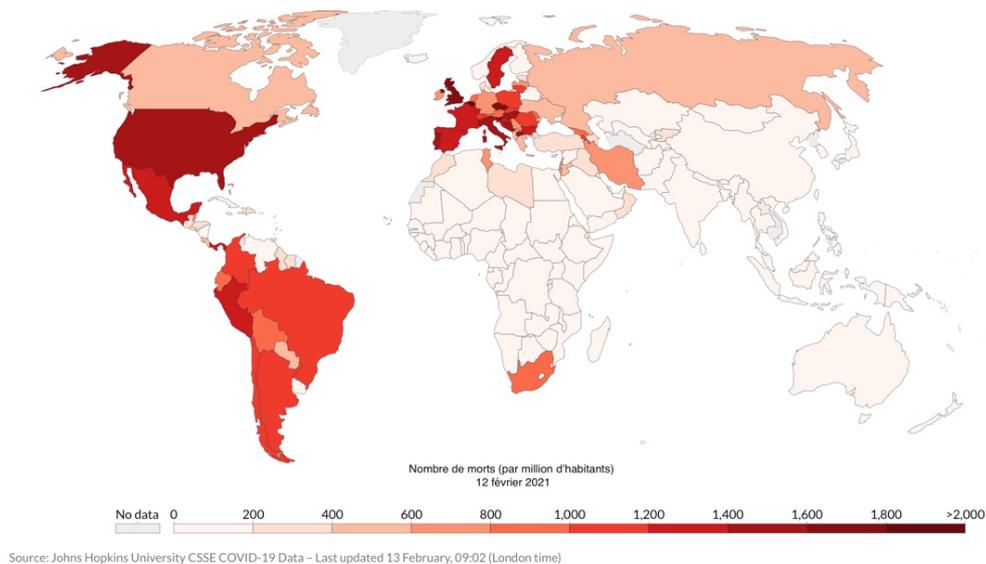
américaine sera l'axe structurant des relations internationales des dix ou vingt prochaines années... d'autant que la Chine refuse toujours de ratifier le traité « New Start » de non-prolifération nucléaire. Et si Joe Biden veut éviter un conflit avec l'Empire du Milieu, il prédit une « compétition extrême » entre les deux puissances<sup>15</sup>...

## **2.2. La pandémie accentue la désoccidentalisation du monde**

**L'Occident n'a pas donné la meilleure image de lui-même avec la pandémie.** Nous pensions pourtant que notre richesse et notre système de santé nous préserveraient de l'épidémie, alors même que de **nombreuses sonnettes d'alarme** avaient été tirées ces dernières années (Bill Gates et sa vidéo prémonitoire de 2015, livres blancs de la défense en France en 2008, en 2013 puis en 2017, rapport de la CIA intitulé *Le nouveau rapport de la CIA – Comment sera le monde demain*, et préfacé par Alexandre Adler, paru en France en 2008 et où les auteurs parlent du virus « corona » vu comme « la pandémie ultime, le couronnement »...) et qui auraient dû nous alerter sur les dangers imminents d'une pandémie. Notre regard a même été un peu condescendant lorsque nous observions, au début de l'année 2020, la manière dont les Chinois combattaient la maladie, avec l'instauration d'un strict confinement qui n'avait pas de précédent dans l'histoire contemporaine et nous semblait caractéristique des mesures autoritaires du gouvernement de Pékin. La suite a pourtant montré que **nous n'étions pas préparés**. Les images des **fosses communes à New York**, celles des malades mourant dans les couloirs des hôpitaux de Madrid ou les vidéos en boucle montrant le morbide ballet des corbillards de Bergame contrastent avec l'efficacité des mesures sanitaires mises en place dans les pays d'Extrême-Orient. Pas de confinement global au Japon, en Corée du Sud ou à Taïwan. Pas de pénurie de masques, ni de tests que l'on pratique dès le mois de février sur les passants et les automobilistes, ni de médicaments là-bas non plus. Et, de manière symbolique, quand l'Italie appelait au secours, ce sont la Chine, qui définit une véritable diplomatie sanitaire, et même Cuba (et non la France et l'Allemagne), qui lui sont venus en aide en lui fournissant des experts médicaux, des masques et des équipements d'aide respiratoire. Les Etats-Unis, au même moment, fermaient leurs frontières aux Européens et, sur le tarmac des aéroports chinois, les représentants occidentaux se disputaient les cargaisons de masques ! Aujourd'hui, un certain nombre de pays développés insistent sur le fait que le **virus s'est propagé à cause de la négligence des Chinois**, des problèmes d'hygiène sur leurs marchés... L'Australie a ainsi émis le souhait qu'une grande investigation mondiale soit menée pour savoir comment la maladie s'est diffusée, tandis que Donald Trump martèle que Pékin devra « payer le prix fort » pour le « virus chinois»...

---

<sup>15</sup> « Xi Jinping n'a pas une once de démocratie en lui : Joe Biden durcit le ton face à la Chine », Site internet de LCI, 7 février 2021.



Pour l'ancien diplomate singapourien **Kishore Mahbubani**, la pandémie du coronavirus a surtout révélé que **les systèmes socio-économiques et politiques en Asie avaient permis une meilleure maîtrise de la crise**, alors que les gouvernements occidentaux (en Italie, en Espagne, en France, en Grande-Bretagne et en Amérique) ont manifesté une extraordinaire incompetence<sup>16</sup>. Bien sûr, Kishore Mahbubani parle depuis Singapour, son point de vue n'est pas neutre et il défend depuis longtemps l'idée que « la Chine a gagné »<sup>17</sup>, mais c'est un plus grands experts mondiaux en relations internationales, comme John Mearsheimer l'est aux Etats-Unis par exemple. Pour lui, la résurgence de l'Asie dans le système mondial, déjà à l'œuvre avant le Covid, sera accentuée après la crise. **La déférence à l'égard des sociétés occidentales, qui était la norme aux XIXe et XXe siècles, sera remplacée par un respect et une admiration croissants pour les sociétés est-asiatiques**, dont la qualité de la gouvernance établit d'ores et déjà la norme mondiale (respect pour la science et la technologie, culture du pragmatisme, volonté d'apprendre les meilleures pratiques du monde entier, désir de rattraper l'Occident... tout cela se traduisant par d'importants investissements dans les biens publics et l'accent mis sur la méritocratie à tout prix<sup>18</sup>). La pandémie marque ainsi le début du **siècle asiatique**, et confirme le **déclin d'un Occident** de plus en plus défié et contesté, alors que, pendant un demi-millénaire, il avait fixé les règles internationales et était habitué à ce que les autres le suivent.

**Mahbubani expose ainsi une thèse qui fait recette dans les pays émergents ou en développement** : d'ailleurs son article du 20 avril 2020, publié dans *The Economist*, a été traduit en français sur un site africain<sup>19</sup>, ce n'est pas un hasard ! Au **Cameroun** par exemple, le sociologue Claude Abe pense que la pandémie est une opportunité pour s'émanciper d'une tutelle occidentale encore prégnante. En soulignant que les pays européens se sont

<sup>16</sup> « Kishore Mahbubani on the dawn of the Asian century », *The economist*, 20 avril 2020.

<sup>17</sup> K. Mahbubani, *Has China won ? The Chinese challenge to American primacy*, Public Affairs, 2020.

<sup>18</sup> Cet accent mis sur la méritocratie a également des racines profondes dans la culture confucéenne. La barre d'entrée au Parti communiste chinois est très haute: seuls les meilleurs étudiants diplômés sont admis. Il est tout aussi important de noter que l'augmentation des niveaux de gouvernance compétente est à la fois alimentée et contribue à l'augmentation des niveaux de confiance culturelle.

<sup>19</sup> K. Mahbubani, « Covid-19: la réponse incompétente de l'Occident face à la pandémie va accélérer le transfert de pouvoir vers l'Est », *Financial Afrik*, 22 avril 2020.

finalement résolu à adopter des solutions venues d'Asie (confinement, port du masque etc.), Claude Abe pense que « la conclusion la plus évidente c'est un processus de désoccidentalisation de son regard par l'Occident lui-même. C'est donc en toute cohérence qu'aujourd'hui l'Afrique est appelée à faire face à son destin, c'est-à-dire à se prendre en main dans tous les sens du terme. L'idée de battre monnaie est un des chantiers qui n'a que trop duré. La lucidité voudrait de prendre courageusement cette décision pour sortir de la servitude économique et s'imposer une discipline de gouvernance à la chinoise »<sup>20</sup>. Beaucoup de ces pays en développement n'hésitent plus à prendre parti pour Pékin, y compris lorsqu'il s'agit de soutenir le régime de Xi Jinping dans sa gestion de la crise de Hong Kong<sup>21</sup>. Les valeurs démocratiques et libérales des Occidentaux n'ont décidément plus le vent en poupe !

La 56<sup>e</sup> conférence sur la sécurité de Munich<sup>22</sup>, qui s'est tenue le 15 février 2020, avait retenu cette année le **thème du « westernnessless »** - un affaiblissement de l'Occident ou une « désoccidentalisation » face à **l'émergence de nouvelles puissances (Chine, Inde) et au retour en force sur la scène stratégique de la Russie** de Vladimir Poutine. Ces puissances (ré)émergentes pourraient profiter du désordre actuel pour accélérer leur politique d'expansion nationaliste et mettre ainsi la communauté internationale devant des faits accomplis : la Russie a ainsi contraint dans l'indifférence le gouvernement ukrainien à reconnaître les entités séparatistes du Donbass. La pression sur les pays Baltes ou en Syrie pourrait s'accroître. On l'a dit, la **Chine** renforce également sa mainmise sur la mer de Chine du sud qu'elle s'approprie progressivement. Au reste, un axe sino-russe semble se structurer, sorte de « re-création » du **heartland** théorisé au début du XX<sup>e</sup> siècle par le géographe britannique MacKinder. La **Turquie**, quant à elle, avance ses pions sur plusieurs fronts. Elle aiguise ainsi son appétit au large de Chypre et de la Grèce pour y acquérir des ressources gazières convoitées... pendant que les occidentaux se concentrent sur leur crise sanitaire. Erdogan a été particulièrement agressif en Méditerranée orientale durant l'été 2020, allant jusqu'à menacer Emmanuel Macron qui avait apporté son soutien aux Grecs. La Turquie s'active aussi beaucoup sur le front du Haut-Karabagh, en soutenant les revendications de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie. Elle développe en outre son influence en Libye, cherchant à évincer le maréchal Haftar (soutenu par les Russes) et à s'enraciner dans ce pays où elle dispose d'une base navale dans le port de Misrata, d'une base aérienne à l'aéroport de Mitiga (Tripoli) et d'une base militaire entièrement réorganisée à al-Watiya. Avec son activisme multidimensionnel sur la scène mondiale, Erdogan développe ainsi une politique parfois qualifiée de « néo-ottomane », fondée sur la nostalgie de la grandeur passée, sur l'identité religieuse et le désir de conquêtes... peut-être pour satisfaire les aspirations d'une population qui se montre parfois critique envers le pouvoir (l'AKP, le parti présidentiel, a par exemple dernièrement perdu les élections municipales à Istanbul et à Ankara). Certaines puissances semblent aussi s'autoriser des comportements qu'elles jugeraient trop risqués dans une situation normale : une série d'attaques contre des cibles américaines par des milices chiites soutenues par **l'Iran** en Iraq pourrait ainsi bien faire partie d'un effort déjà très actif de Téhéran pour pousser les Etats-Unis hors du Moyen-Orient...

---

<sup>20</sup> « Coronavirus: un sociologue camerounais relance le débat sur la monnaie », Camerounweb, 20 avril 2020.

<sup>21</sup> Sh. Tiezzi, « Which Countries Support China on Hong Kong's National Security Law? », *The Diplomat*, 9 octobre 2020.

<sup>22</sup> La Conférence de sécurité de Munich, historiquement, est une enceinte qui a été créée en 1962 par Ewald VON KLEIST, un ancien officier allemand qui était l'un des comploteurs contre Hitler en 1944, et l'un des rares survivants du complot. Il avait fondé cette conférence avec l'idée de promouvoir la paix par le dialogue.

### 2.3. La pandémie renforce les fragmentations à toutes les échelles

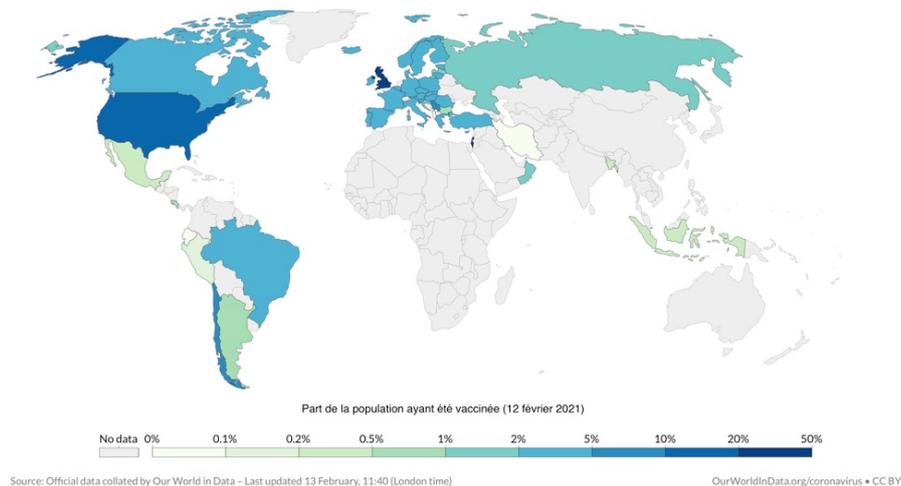
**La pandémie a tout d'abord renforcé le sentiment national**, voire le nationalisme, comme nous venons déjà de l'évoquer brièvement. La gestion de la pandémie a pu exacerber la fierté nationale : c'est frappant en Chine où le pouvoir met en scène la victoire sur la maladie, au terme d'une « guerre patriotique ». Sous les ors de l'immense Palais du Peuple, devant la place Tiananmen, le président chinois a décoré, le 15 septembre dernier, près de 1500 médecins, infirmières et autres combattants de l'ombre, en exaltant la «détermination» du «peuple chinois», sous le «leadership du Parti»<sup>23</sup>. Le secrétaire général du Parti a décerné la prestigieuse «médaille de la République» à l'épidémiologiste Zhong Nanshan. Ce vétéran de la lutte contre le SRAS a été érigé en caution scientifique «officielle» du régime durant l'épidémie, tout comme Zhang Boli, chef de file de la médecine traditionnelle chinoise, nouveau «héros du peuple». Les médias officiels ont relayé en fanfare cette cérémonie hors norme, en lui consacrant 30 minutes dans le journal télévisé du soir de la CCTV. Le *Quotidien du Peuple* a, lui, publié un éditorial dithyrambique à la gloire de Xi dans sa une. Ce récit médiatique illustre bien la détermination du pouvoir à transformer l'essai de ses succès sanitaires en victoire politique, afin d'affermir la légitimité du rôle dirigeant du Parti communiste sur la société, à un moment de fortes turbulences sur les fronts diplomatiques et économiques. Sur la plateforme internet Weibo, un internaute écrivait : «on a de la chance d'être chinois! Alors que l'épidémie fait rage encore à l'étranger, en Chine tout revient à la normale»... **L'exaltation des choix sanitaires touche aussi l'Europe** : lorsque la Suède a décidé de ne pas suivre la voie du confinement empruntée par ses voisins, Lena Mellin, éditorialiste vedette du quotidien le plus diffusé en Suède, *Aftonbladet*, se félicitait de la discipline de ses concitoyens et des vertus d'un pays où il n'est nul besoin de mobiliser la police ou l'armée pour faire respecter les consignes, avant de conclure: «Soyez fiers, vous vivez en Suède!»<sup>24</sup>. Les comparaisons avec les pays voisins se sont multipliées un peu partout, flattant les choix nationaux ou valorisant les comportements plus vertueux de la population locale : c'est ainsi que le premier ministre français, Jean Castex, se félicitait en décembre 2020 de ce que « c'est probablement aujourd'hui en France que la situation a le mieux évolué depuis six semaines »<sup>25</sup>. Les exemples pourraient être multipliés ! La **course au vaccin** ou au traitement s'inscrit aussi dans cette logique : chaque Etat cherche à être le premier à planter son drapeau, à montrer que ses ressources scientifiques dépassent celles du voisin. Lorsque **Vladimir Poutine**, début août 2020, annonce qu'un vaccin vient d'être développé par les chercheurs russes, il veut prendre les autres pays de court et faire un coup médiatique, en soulignant que sa propre fille avait reçu une dose du vaccin, de même que plusieurs responsables gouvernementaux comme le ministre de la Défense. Et le nom même donné au vaccin, **Sputnik V** (V comme Victory), est tout un programme ! Si la Russie s'est rapidement positionnée médiatiquement, les Américains, les Britanniques et les Chinois ont également élaboré des vaccins en un temps record, développant pour certains des technologies novatrices (notamment l'utilisation de l'ARN messenger, comme c'est le cas pour les vaccins américains de Pfizer et de Moderna). La santé, et plus généralement la science, devient un instrument de propagande nationale, rappelant les heures lointaines de la Guerre froide... « Le vaccin est devenu l'équivalent d'une arme nucléaire en termes d'importance

<sup>23</sup> « Xi Jinping met en scène sa victoire face au Covid », *Le Figaro*, 15 septembre 2020.

<sup>24</sup> « La Suède justifie sa politique de faible confinement », *Le Temps*, 3 avril 2020.

<sup>25</sup> « Covid-19. Jean Castex a-t-il raison de dire que la France s'en sort mieux que les autres en Europe ? », *Ouest France*, 11 décembre 2020.

stratégique, d'importance géopolitique, d'importance de sécurité et de souveraineté nationale » indique d'ailleurs Frédéric Bizard, économiste de la santé. Au-delà de la conception du vaccin à proprement parler, la **stratégie vaccinale** – et notamment la célérité pour traiter une population – apparaît aussi comme un instrument d'exaltation nationale. Ainsi, le Royaume-Uni a été fier de proposer plus rapidement une autorisation de mise sur le marché que l'Union Européenne, qu'elle venait de quitter avec le Brexit, et de vacciner sa population à un rythme bien plus soutenu que ses voisins européens. Israël, qui a administré au moins une dose à plus de 70% de ses habitants en février 2021, met aussi en avant son volontarisme vaccinal.



Cette affirmation du cadre national passe aussi par une **fermeture, au moins relative, des frontières**, notamment pour bloquer les mobilités qui pourraient être des vecteurs de la maladie. Aux Etats-Unis, le virus est une aubaine pour Trump qui, par le décret du 21 avril, a notamment décidé de restreindre l'accès à la « green card »<sup>26</sup> : on voit bien que la pandémie a servi de prétexte pour mettre en œuvre des mesures que le gouvernement envisageait depuis longtemps dans le cadre de l'America First prôné par le président. Le virus agit bien comme un catalyseur de certaines tendances profondes. Même en Europe, on assiste à des fermetures de frontières, parfois même en contravention des indications communautaires : c'est le cas en février 2021 lorsque l'Allemagne, pour se protéger des variants du Covid-19, a décidé de fermer ses frontières avec le Tyrol et la République Tchèque.

**Le sentiment national s'affirme aussi dans certaines régions marquées par des volontés séparatistes.** Elles ont en effet pu profiter de la pandémie pour rappeler leurs desseins. Ainsi, le 10 mai 2020, la première ministre **écossaise**, Nicola Sturgeon, a été l'une des plus sévères critiques du plan de déconfinement de Boris Johnson, le jugeant « vague et imprécis » et regrettant de l'avoir découvert « dans les médias ». Elle dit refuser de jouer « à la roulette russe » avec la vie des Ecossais, et a précisé : « Si vous êtes en Ecosse, c'est la loi écossaise qui s'applique, et la loi, pour l'instant, dit que vous ne devez sortir de chez vous que pour des raisons essentielles »<sup>27</sup>. On comprend bien que, sur fond de Brexit, les antagonismes s'avivent entre l'Ecosse et Londres et que le Covid est un accélérateur des tensions. En **Catalogne**, les autorités dénoncent l'inefficacité de Madrid contre le Covid-19. « L'Espagne, c'est le chômage et la mort, alors que la Catalogne, c'est la vie et le futur. » Sans rougir, le président de la

<sup>26</sup> « Coronavirus : Trump annonce la suspension temporaire de l'immigration », *Le Parisien*, 21 avril 2020.

<sup>27</sup> « Confusion au Royaume-Uni où chaque nation déconfiner à son rythme », *Le Monde*, 14 mai 2020.

Chambre de commerce de Barcelone Joan Canadell résumait ainsi, le 23 avril, sa vision de la crise sanitaire. A l'en croire, la gestion par l'Etat espagnol est «déplorable», alors qu'à ses yeux «une Catalogne indépendante aurait sauvé des milliers de vies»<sup>28</sup>.

Sans aller jusqu'à parler de séparatisme ou d'indépendantisme, certaines régions – notamment en Europe – ont pu manifester leur **mécontentement vis-à-vis du pouvoir central ou leur crainte envers leurs concitoyens** venant de territoires plus durement touchés par la maladie. On se souvient du mauvais accueil réservé aux Parisiens venus passer leur confinement à l'île de Ré, en Bretagne ou en Dordogne. La même situation était observée en Italie, où les Sardes ont vu d'un mauvais œil débarquer des milliers de Lombards au printemps dernier... A l'automne 2020, les Marseillais ont manifesté leur colère face aux mesures restrictives, de reconfinement partiel, que l'Etat leur imposait alors que Paris, dans une situation sanitaire également critique, en était exempté. On a pu observer la même défiance à Madrid, lorsque le gouvernement a imposé en octobre le reconfinement de près de 5 millions d'habitants dans la capitale espagnole et dans neuf villes voisines, qui ont réussi à faire casser par la justice cette mesure gouvernementale.

**Les inégalités sociales prolongent ces fragmentations territoriales.** Partout, l'impact social de la crise a été considérable. Aux **Etats-Unis**, les enquêtes montrent que les populations noires, plus pauvres que les autres, sont plus durement touchées par le virus<sup>29</sup> : la mortalité dans cette communauté est 1,9 fois supérieure à celle de la communauté des Blancs. Idem pour la communauté amérindienne, où la mortalité est 2,4 fois supérieure à celle des Blancs (non hispaniques).

#### COVID-19 Hospitalization and Death by Race/Ethnicity

Updated Feb. 12, 2021 Source: cdc.gov

Race and ethnicity are risk markers for other underlying conditions that affect health including socioeconomic status, access to health care, and exposure to the virus related to occupation, e.g., frontline, essential, and critical infrastructure workers.

Rate ratios compared to White, Non-Hispanic persons	American Indian or Alaska Native, Non-Hispanic persons	Asian, Non-Hispanic persons	Black or African American, Non-Hispanic persons	Hispanic or Latino persons
Cases <sup>1</sup>	1.9x	0.7x	1.1x	1.3x
Hospitalization <sup>2</sup>	3.7x	1.1x	2.9x	3.2x
Death <sup>3</sup>	2.4x	1.0x	1.9x	2.3x

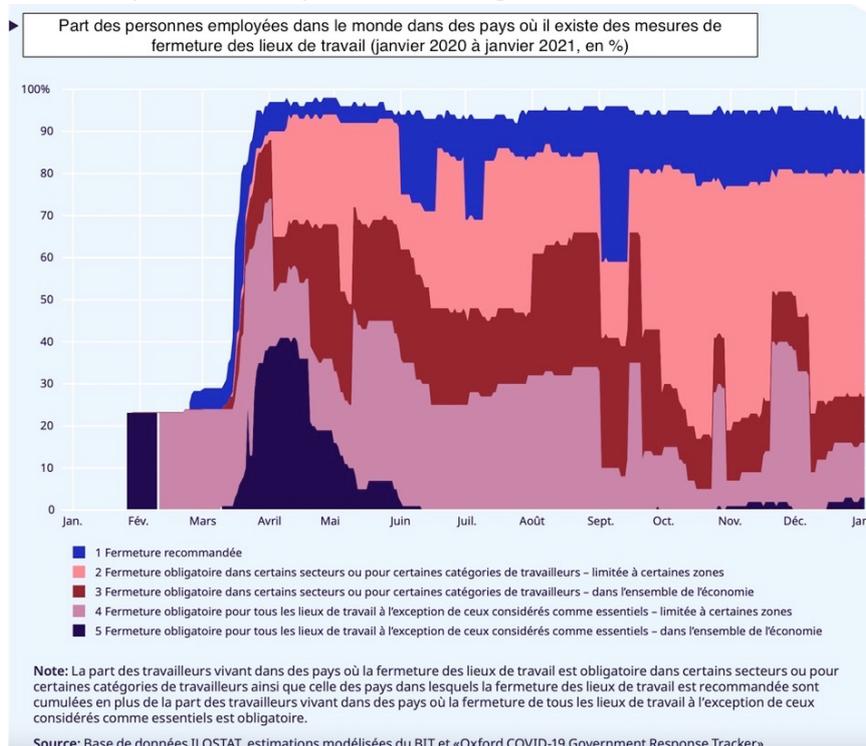
Ces chiffres sont à mettre en relation avec le patrimoine économique de ces populations : 17408 \$ pour les Afro-Américains contre 171 000 pour les ménages blancs. En **France**, une grande enquête pilotée par l'Inserm<sup>30</sup> révèle que la situation financière pendant la période du « grand confinement » de mars-avril 2020 s'est dégradée pour une personne sur quatre. Ce sont 28% des femmes et 29% des hommes interrogés qui ont jugé que leur situation financière s'était dégradée. Les plus concernés sont les plus précaires, les plus vulnérables à la crise : agriculteurs, indépendants et entrepreneurs, ouvriers, personnes sans emploi, mais aussi plus largement, personnes à faible revenu et personnes immigrées de première et seconde générations. Un récent rapport de l'Organisation Internationale du Travail souligne que, si les salaires moyens ont pu paradoxalement augmenter dans certains pays – dont la France – c'est d'une manière artificielle, reflétant les nombreuses suppressions d'emplois qui ont touché les

<sup>28</sup> « En Espagne, les séparatistes catalans contre le virus », *Le Temps*, 23 avril 2020.

<sup>29</sup> « Aux Etats-Unis, la couleur du coronavirus », *Le Monde*, 2 juillet 2020.

<sup>30</sup> « Covid-19 : l'épidémie a "accentué les inégalités sociales en France", selon une enquête de l'Inserm », Site de France Info, 9 octobre 2020.

travailleurs faiblement rémunérés<sup>31</sup>. **Dans les pays en développement**, les mesures de confinement ont plongé dans le désarroi des millions de personnes qui travaillent pour beaucoup dans le secteur **informel** et qui doivent, coûte que coûte, nourrir leurs familles : c'est ainsi que des centaines de travailleurs précaires ont manifesté en Tunisie en mars dernier<sup>32</sup>, des dizaines de milliers au Pakistan dans la région de Sindh<sup>33</sup> et cette situation s'est retrouvée des slums indiens aux favelas du Brésil. En Thaïlande, on estime que 27 millions de travailleurs informels du tourisme, de la restauration, du divertissement et des services ont perdu leur emploi<sup>34</sup>. Par ailleurs, les gouvernements qui ont des liens commerciaux étroits avec la Chine, notamment certains en Afrique, ressentent les conséquences du ralentissement provoqué par l'épidémie. Des pays comme le Nigeria, qui entretient des liens solides d'import-export avec la Chine et qui dépend des prix du pétrole pour soutenir ses finances publiques, en souffrent. Abuja a réduit ses dépenses de 10 % en 2020, ce qui signifie que les autorités n'ont pu tenir leur promesse d'augmenter le salaire minimum.



**Cette aggravation de la pauvreté peut aviver des tensions politiques et avoir un fort impact géopolitique.** Dans la région des **Grands Lacs africains**, les politiques appliquées en réponse à la pandémie ont augmenté la probabilité de conflit notamment en Ouganda, au Kenya et au Rwanda, ainsi qu'en Afrique occidentale et centrale comme au Nigéria et au Tchad. Par ailleurs, la politique de restriction migratoire des pays riches, comme les Etats-Unis, pourrait aussi avoir des conséquences sur les pays de départ où la tension sociale, déjà forte, peut croître dangereusement. C'est notamment le cas en Amérique centrale. Dans les zones de conflits déjà en grande difficulté sanitaire (Libye, région d'Idlib en Syrie, Yémen notamment),

<sup>31</sup> *Rapport mondial sur les salaires 2020-2021*, Organisation Internationale du Travail, décembre 2020.

<sup>32</sup> France Inter, Emission « Géopolitique » du 1<sup>er</sup> avril 2020.

<sup>33</sup> Nicolas Berman, Mathieu Couttenier, Nathalie Monnet and Rohit Ticku, "Les conflits à l'heure de la COVID-19", *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement* [Online], 12.2 | 2020, Online since 03 August 2020.

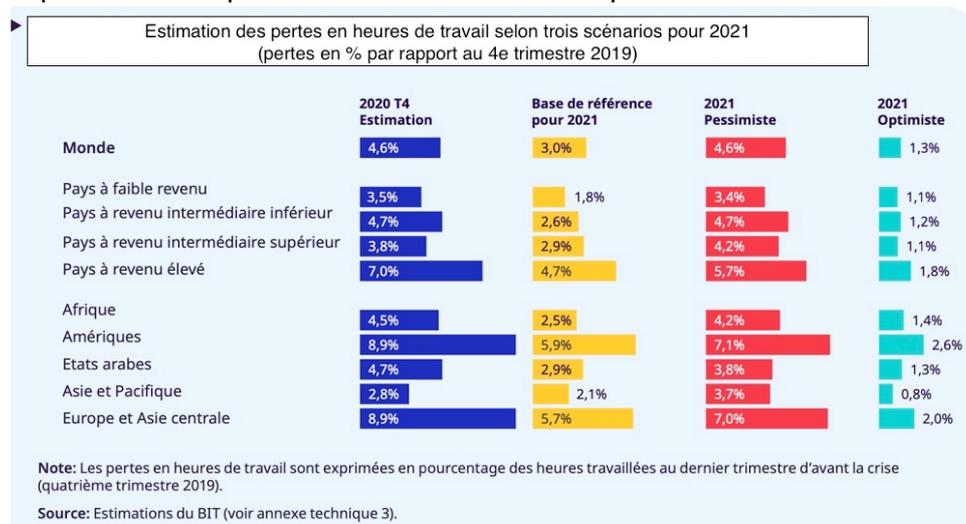
<sup>34</sup> L. Carroué, *op. cit.*

le Covid-19 peut aussi aggraver la situation, d'autant que l'aide humanitaire est souvent interrompue et que les dirigeants internationaux n'ont pas beaucoup de temps pour s'occuper de la gestion des conflits... Plus largement, l'impact économique catastrophique du virus pourrait bien semer les germes de troubles à venir<sup>35</sup>.

### 3. Le virus peut-il être un « game-changer » géopolitique ou géoéconomique ?

#### 3.1. Une nouvelle forme de capitalisme peut émerger

**La crise économique liée aux mesures de confinement et de restriction des mobilités est d'une ampleur inédite.** Selon l'Organisation Internationale du travail, 81 % des 3,3 milliards d'actifs dans le monde ont été affectés par les mesures de confinement et l'arrêt des économies. On estime qu'au niveau mondial, en 2020, les revenus du travail (avant la prise en compte des mesures de soutien aux revenus) ont baissé de 8,3 pour cent, ce qui représente 3700 milliards de dollars. Même si l'on s'attend à une reprise économique dans la seconde moitié de 2021, notamment en raison du déploiement de la vaccination contre le COVID-19, l'économie mondiale fait toujours face à un haut niveau d'incertitude et les scénarios les plus pessimistes prévoient des pertes en heures de travail équivalentes à 130 millions d'emplois.

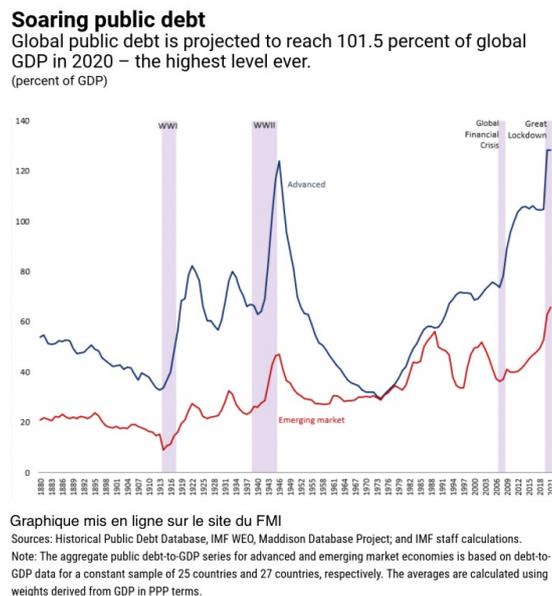


Aux Etats-Unis, la pandémie met en lumière la fragilité d'un système socio-économique reposant en particulier sur une hyperflexibilité du marché du travail, la faiblesse traditionnelle des systèmes d'amortissement et l'accès dual aux soins, qui repose principalement sur des prises en charge d'assurance privée par l'employeur.

**Ces exemples soulignent les limites et les fragilités de la mondialisation néolibérale,** à l'œuvre depuis les années Thatcher-Reagan et qui semble connaître une brutale remise en cause. Serait-ce la fin d'un cycle ? L'avènement de la démondialisation, pour reprendre la formule de l'économiste Jacques Sapir qui l'appelle de ses vœux ? Sans aller jusqu'à cette hypothèse qui nous paraît improbable, de profondes mutations peuvent affecter le capitalisme suite à cette crise du Covid. En premier lieu, on assiste au **grand retour de l'Etat**, de la puissance publique et des fonctions régaliennes, un peu comme lors de la crise financière

<sup>35</sup> « Covid-19 et conflits : sept tendances à surveiller », Site de Crisis Group, 24 mars 2020.

de 2008 mais avec des modalités différentes. L'Etat, partout dans le monde jusque dans les pays les plus libéraux, a été appelé à la rescousse pour soutenir les économies et pour socialiser les pertes des grands groupes. Ce fut le cas pour Air France/KLM, à qui le gouvernement français a choisi de prêter directement 3 milliards d'euros et de garantir à 90% des prêts bancaires d'un montant total de 4 milliards €. Pour faire bonne mesure, l'Etat néerlandais prêtera de 2 à 4 milliards € supplémentaires à la compagnie franco-néerlandaise. Les aides multiples accordées aux entreprises mais aussi aux salariés, dans la plupart des pays occidentaux, génèrent une dépense publique inédite : à la fin du mois d'avril 2020, l'Italie ou l'Allemagne ont mobilisé l'équivalent de 35 % du PIB (aides, baisses d'impôts, prêts, garanties...). **L'Etat devient protecteur**, même au Maghreb et au Moyen-Orient, comme en témoignent le plan d'aide de 800 M\$ en Tunisie, la hausse du salaire minimum en Algérie le 11 juin, les plans d'urgence aux E.A.U. ou encore en Arabie avec 35 Mds débloqués, dont 28 aux entreprises. En mars, les Etats-Unis débloquent à leur tour 2200 Mds \$ avec le CARES Act (Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act). Le tout s'accompagne de pertes fiscales considérables : 100 milliards d'euros sur 2020-2024 en Allemagne, 65 milliards en France pour la seule année 2020<sup>36</sup>. Ces dépenses seront financées par un **endettement public** spectaculaire désormais bien accepté, y compris par des pays qui y sont historiquement et fondamentalement défavorables comme l'Allemagne. La dette publique des pays développés atteint 131% de leur PIB en 2020 et celle des pays émergents se monte à environ 63%. Ce sont des niveaux d'endettement inédits, qui dépassent même ceux de la Seconde Guerre mondiale !



Dans ce contexte, les **Banques centrales** – théoriquement indépendantes des États depuis les grandes réformes néolibérales des années 1980 – interviennent massivement pour sécuriser les montagnes de crédits et dettes d'un monde hyperendetté. Ainsi la Réserve fédérale étatsunienne a-t-elle racheté 2 200 milliards de dollars de Bons du Trésor et de créances hypothécaires entre mars et juin 2020 pour sauver le marché immobilier de l'effondrement.

Au-delà de l'Etat protecteur, on peut s'interroger sur le retour d'un **Etat régulateur et planificateur**, qui garantisse mieux l'**indépendance industrielle** si indispensable en période de crise. La création, en France, d'un Haut Commissariat au Plan, confié à François Bayrou,

<sup>36</sup> « Coronavirus : la baisse des recettes fiscales amplifie encore le déficit », *Le Monde*, 25 juin 2020.

témoigne de cette ambition. Peut-être faudra-t-il promouvoir une logique de **relocalisation** de certains secteurs : Sanofi et l'Etat se sont déjà engagés à rapatrier la production de certains médicaments. Pour le reste, il ne faut pas s'attendre à la fin de la division internationale du travail, tant sont considérables les avantages comparatifs des pays-ateliers. L'économiste Arnaud Florentin explique qu'il faudra recourir plutôt à des outils qui existent déjà mais dont les applications sont aujourd'hui purement expérimentales: la robotisation, l'impression en 3D, les plateformes digitales, qui permettent par exemple d'utiliser un modèle chinois pour fabriquer localement, alors qu'on fait encore le plus souvent l'inverse<sup>37</sup>.

**Le capitalisme va peut-être aussi connaître une transformation numérique, stimulée par les effets de la pandémie.** Daniel Cohen pense que « la numérisation de tout ce qui peut l'être est le moyen pour le capitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle d'obtenir de nouvelles baisses de coût »<sup>38</sup>. Pour en saisir la portée, Daniel Cohen fait un rappel historique et nous ramène au temps où l'on pensait que la désindustrialisation allait conduire, dans les pays développés, à une société de services. L'idée, théorisée notamment par l'économiste français Jean Fourastié, était que les humains travailleraient non plus la terre ou la matière, mais l'humain lui-même : prendre soin, éduquer, former, distraire autrui, serait le cœur d'une économie enfin humanisée. Ce rêve postindustriel était libérateur, épanouissant... Mais comme le soulignait Fourastié, il n'était plus synonyme de croissance : si la valeur du bien est le temps que je passe à m'occuper d'autrui, cela veut dire aussi que l'économie ne peut plus croître, sauf à accroître indéfiniment le temps de travail. Le capitalisme a trouvé une parade à ce « problème », celle de la numérisation à outrance. Si l'être que je suis peut être transformé en un ensemble d'informations, de données qui peuvent être gérées à distance plutôt qu'en face-à-face, alors je peux être soigné, éduqué, diverti sans avoir besoin de sortir de chez moi. Je vois des films sur Netflix plutôt que d'aller en salle, je suis soigné sans aller à l'hôpital... **La numérisation de tout ce qui peut l'être est le moyen pour le capitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle d'obtenir de nouvelles baisses de coût.** Le confinement général dont nous avons fait l'expérience utilise massivement ces techniques : le télétravail, l'enseignement à distance, la télé médecine... Cette crise sanitaire apparaîtra peut-être, rétrospectivement, comme un moment d'accélération de cette virtualisation du monde. Comme le point d'inflexion du passage du capitalisme industriel au capitalisme numérique (et de son corollaire, l'effondrement des promesses humanistes de la société postindustrielle).

Enfin, **la crise sanitaire peut être l'occasion de verdir nos sociétés et nos économies**, en mettant l'accent sur la défense de la biodiversité. En effet, le covid-19 est une **zoonose**, une maladie issue du monde animal (la chauve-souris ou le pangolin), dont la propagation est liée à nos modes de vie. L'expansionnisme et la conquête violente du vivant ont détruit les habitats du monde sauvage et rompu les barrières biologiques que nous avions avec lui, nous exposant davantage à ce type de virus selon l'économiste Geneviève Azam<sup>39</sup>. Ces zoonoses sont en forte hausse, et 31% des épidémies telles que les virus Ebola, Zika et Nipah sont liées à la **déforestation**. La pandémie pourrait faire réfléchir à ces enjeux écologiques parfois négligés, d'autant plus que, pour la première fois dans l'histoire, les gouvernements ont décidé de faire

---

<sup>37</sup> « Face à cette crise, la notion de relocalisation ne suffira pas », *La Tribune*, 26 mars 2020.

<sup>38</sup> « Daniel Cohen: la crise du coronavirus signale l'accélération d'un nouveau capitalisme, le capitalisme numérique », *Le Monde*, 2 avril 2020.

<sup>39</sup> « Ce virus illustre la fin d'un monde », Site de Politis, mars 2020.

passer les considérations sanitaires devant les enjeux économiques. Le grand confinement et le plongeon de la production en témoignent clairement dans les pays occidentaux.

### **3.2. L'occasion de favoriser de nouvelles coopérations ?**

On a dit à quel point la pandémie a avivé les tensions interétatiques et favorisé les égoïsmes nationaux, les chauvinismes. Pourtant, elle est aussi **l'occasion de mettre en œuvre de nouvelles formes de coopération, entre des Etats pourtant parfois hostiles**. Ainsi, malgré la fermeture de ses frontières avec le Venezuela, le gouvernement colombien a eu son premier contact officiel avec Caracas depuis plus d'un an, sous l'égide de l'Organisation panaméricaine de la santé, dans le cadre d'une téléconférence visant à discuter d'une réponse commune en matière de soins de santé dans les zones frontalières. Les responsables politiques anti-chavistes ont également pris des mesures provisoires pour travailler avec leurs rivaux afin de résoudre la crise, comme cela s'est produit dans l'Etat frontalier de Táchira. En janvier 2021, alors que Manaus subit une accélération de la pandémie, le Venezuela a envoyé cinq camions chargés d'oxygène pour soulager les hôpitaux de cette ville brésilienne, au cœur de l'Amazonie<sup>40</sup>. Deux autres exemples : dans le Caucase, les Etats-Unis ont envoyé des secours à la région sécessionniste géorgienne d'Abkhazie pour la première fois depuis plus d'une décennie en vue de lutter contre le Covid-19, même si les autorités abkhazes coordonnent leur action avec Moscou plutôt qu'avec Tbilissi. Aux Philippines, le président Rodrigo Duterte, belliciste en temps normal, a annoncé un cessez-le-feu unilatéral d'un mois avec les rebelles communistes, afin de laisser aux forces gouvernementales le temps de se concentrer sur la pandémie<sup>41</sup>.

Peut-être que la décrue des dépenses d'armement à l'échelle de la planète, liée à la baisse des PIB, accompagnera ce **mouvement de coopération**. Ce dernier se manifeste surtout avec les pays du **Sud** qui utilisent de nouvelles institutions multilatérales, comme la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) devant fournir jusqu'à 13 milliards de dollars de financement aux entités publiques et privées touchées par la crise. En outre, des exemples novateurs de coopération **Sud-Nord** émergent<sup>42</sup>. Le Bangladesh, qui a fourni 6,5 millions d'équipements de protection individuelle (EPI) à la Federal Emergency Management Agency des États-Unis, a été salué comme «une étape importante du partenariat international». Cependant, ces nouvelles caractéristiques apparues sous COVID-19 sont difficiles à intégrer de manière adéquate dans la structure actuelle de la coopération internationale pour le développement.

L'exemple le plus intéressant demeure celui de **l'Union Européenne**, qui n'avance que dans les crises. L'endettement généré par les dépenses publiques liées à la pandémie a incité les gouvernements à réfléchir à une politique de relance commune. A alors émergé l'idée d'émettre une dette mutualisée... un serpent de mer vieux de vingt ans, qui avait ressurgi en 2008 sans alors obtenir l'assentiment des Allemands et des pays frugaux (Pays-Bas, Danemark, Suède et Autriche). A l'issue d'âpres discussions, en juillet dernier, il a été convenu que, pour financer une partie des 750 milliards d'euros prévus par le plan de relance (appelé New

---

<sup>40</sup> « Covid 19 : arrivée à Manaus de camions d'oxygène donnés par le Venezuela », *Le Monde*, 20 janvier 2021.

<sup>41</sup> « Covid-19 et conflits : sept tendances à surveiller », Site de Crisis Group, 24 mars 2020.

<sup>42</sup> Site de Asian Infrastructure Investment Bank.

Generation), précisément 390 milliards d'euros, ce sera bien l'Union européenne qui fera appel aux marchés obligataires internationaux et qui remboursera collectivement cette dette. Parallèlement, elle distribuera ces 390 milliards aux pays et aux régions les plus affaiblis (notamment l'Italie, l'Espagne et la France) par la crise du Coronavirus, sans distinction de poids dans le PIB européen et encore moins de sérieux budgétaire ou autres critères discriminants. Il s'agit d'une avancée vers le fédéralisme, largement due à l'initiative d'Emmanuel Macron qui a réussi à convaincre Berlin. Mais l'Allemagne a aussi été persuadée par ses grands champions nationaux, comme Volkswagen, qu'il ne fallait pas perdre le grand marché de l'Italie du Nord... Plus que l'Europe des sentiments, comme au temps d'Helmut Kohl dans les années 1990, c'est une Europe des intérêts qui a emporté le morceau. L'avenir dira si le dispositif est viable et si les traces des antagonismes avec les frugaux finiront par s'effacer...

### **3.3. La pandémie, un « game-changer » politique ?**

**En premier lieu, et de façon très évidente, le virus peut faire évoluer la vie politique d'un Etat en frappant ses dirigeants et les empêchant de gouverner.** La question s'est posée avec Boris Johnson, placé en réanimation en avril dernier ou, plus récemment, Bolsonaro et Trump. Un foyer d'infection dans la capitale isolée du Brésil, Brasilia, a affecté aussi un grand nombre de fonctionnaires et de responsables politiques. En Iran, des dizaines de cas ont été recensés parmi les hauts fonctionnaires et les parlementaires. Au Burkina Faso, où le gouvernement est déjà aux prises avec l'effondrement de l'autorité de l'Etat dans une grande partie du pays, une vague de cas a touché des membres du cabinet. La deuxième vice-présidente du parlement a même été le premier décès enregistré en Afrique subsaharienne.

**Le virus peut aussi avoir un rôle politique car les populations jugent de la pertinence et de l'efficacité des mesures** prises par leurs gouvernements. Le développement rapide de l'épidémie en **Chine** et les difficultés à y apporter des réponses ont ainsi suscité de fortes critiques au début de l'hiver, sur les réseaux sociaux notamment. La mort de Li Wenliang, le médecin de Wuhan qui avait alerté les autorités dès décembre mais ne fut pas entendu, a également mobilisé une opinion publique aussi inquiète que mécontente du traitement de cette épidémie. Il faut comprendre que la mise en quarantaine de centaines de millions de personnes, la paralysie quasi totale du pays le plus peuplé au monde et les inquiétudes liées à la dissémination du virus ont provoqué un émoi dans la population chinoise, qui a demandé logiquement une plus grande transparence. Au **Japon**, la mauvaise gestion de la crise du *Diamond Princess* a contraint les autorités à présenter des excuses publiques, anticipant des critiques. En **France**, le gouvernement a été montré du doigt pour son manque de prévoyance et son incapacité à fournir les équipements médicaux de base. Les mauvais résultats aux élections municipales ont peut-être quelque chose à voir avec ces critiques parfois virulentes. A contrario, **certains gouvernements sortent renforcés** grâce à leur bonne gestion de l'épidémie : c'est le cas en Allemagne, où Angela Merkel recueillait 79% d'opinions favorables en avril, contre 40% pour Emmanuel Macron à la même période<sup>43</sup>. Globalement, la plupart des dirigeants occidentaux voient leur popularité progresser, ce qui serait un mécanisme de défense classique de l'esprit du temps de guerre, d'après le politologue Cas Mudde. Le fait que les dirigeants gouvernementaux aient un **accès quasi illimité aux médias** pour chroniquer

---

<sup>43</sup> « Coronavirus : l'envol de popularité des dirigeants européens », *Le Figaro*, 13 avril 2020.

leurs décisions joue aussi en leur faveur. Ils ne se privent d'ailleurs pas **de mettre en scène** leurs choix, comme le montre l'usage de la rhétorique militaire sur le thème du sacrifice guerrier chez Emmanuel Macron, interviewé à Mulhouse le 25 mars devant un hôpital de campagne. Une rhétorique que l'on retrouve en Chine où les soignants sont les héros de la ligne de front, rappelant un peu l'accueil généreux réservé aux G.I.s de retour au pays ou encore le mythe bâti autour des Frontovniki de l'URSS de Staline... L'instrumentalisation politique atteint un sommet hollywoodien avec la théâtralisation du retour de Trump à la Maison Blanche après sa brève hospitalisation. Donald Trump a alors mis en scène son expérience du Covid, il a expliqué qu'un président américain ne peut pas rester calfeutré à la Maison Blanche, pour mieux dénoncer en creux la couardise de son opposant démocrate, Joe Biden, qui ne sort jamais sans son masque. Si on s'amuse à paraphraser Kantorowicz<sup>44</sup>, on pourrait dire qu'il s'agit de la théorie des deux corps du président : la force physique d'un Trump vainqueur de la maladie incarne la puissance d'un Etat régénéré et courageux, face à la fatigue de « sleepy Joe » qui ne pourrait pas insuffler l'élan vital au pays. Mais la gestion de l'épidémie par le Président républicain n'a toutefois pas convaincu l'opinion américaine et Trump n'a pas été réélu en novembre 2020. L'IZA – Institute of Labour Economics, un institut de recherche allemand, a d'ailleurs réalisé une étude concluant que Trump aurait gagné l'élection si le nombre de cas de Covid-19 avait été inférieur de 5%. La bascule vers Biden tiendrait certes au fait que l'opinion n'a pas apprécié la politique sanitaire singulière de Trump, plus matamore que celles de la plupart des pays occidentaux, mais elle résulte aussi du fait que la menace sanitaire et la récession économique ont conduit de nombreux électeurs trumpistes en 2016 à voter cette fois-ci pour son concurrent, au programme plus protecteur. Cette analyse confirme au passage que les préférences politiques sont souvent davantage façonnées par l'expérience personnelle que par l'idéologie, surtout aux Etats-Unis<sup>45</sup>.

Si on analyse la dimension politique de la pandémie **on peut aussi s'interroger sur les mesures de contrôle social** mises en place par les gouvernements, en premier lieu dans les régimes **autoritaires** et les « **démocraties** » qu'on appelle aussi régimes illibéraux. Le cas de la **Chine** est exemplaire : le contrôle social, adossé aux nouvelles technologies, avec un permis à points de bonne conduite, n'est pas apparu avec le virus mais a trouvé une nouvelle force dans le contexte épidémique. Les Chinois sont partout filmés, surveillés, notés grâce à un dispositif de cybercontrôle très abouti : c'est ce que l'on appelle la Grande Muraille Numérique. Cette surveillance est un enjeu pour le régime de Pékin qui peut ainsi déjouer des manifestations, des marches spontanées qui pourraient le fragiliser : une étude récente de Harvard montre en effet qu'il suffit que 3,5% d'une population se coalise, dans des manifestations non-violentes – ce sont les plus efficaces – pour faire tomber un gouvernement<sup>46</sup>... Plus près de nous, en **Hongrie**, le Premier Ministre Viktor Orban a instauré un état d'urgence fin mars, sans limite de temps. On pourrait multiplier les exemples, notamment en Amérique latine. Mais, finalement, ce n'est pas tellement étonnant venant de ces régimes plus ou moins autoritaires. Ce qui est plus troublant, c'est l'instauration d'un « ordre sanitaire », voire selon certains d'un biopouvoir pour reprendre une formule foucauldienne<sup>47</sup>, au sein des **démocraties libérales**, se

---

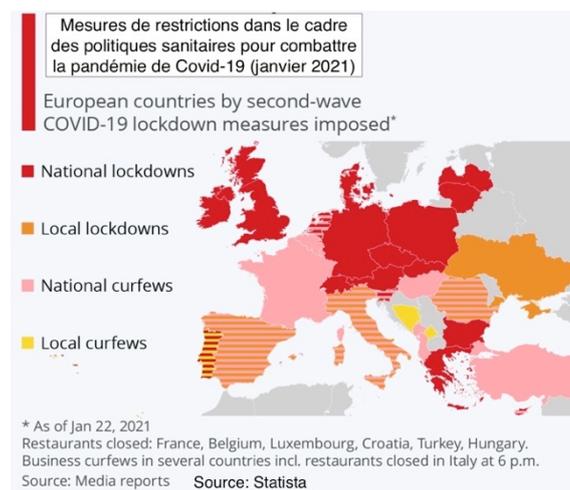
<sup>44</sup> E. Kantorowicz, *The King's Two Bodies. A study on medieval political theology*, Princeton University Press, 1957.

<sup>45</sup> L. Baccini, A. Brodeur, S. Weymouth, *The COVID-19 Pandemic and the 2020 U.S. Presidential Election*, IZA Institute of Labour Initiatives, Discussion Papers Serie, novembre 2020.

<sup>46</sup> « How many people does it take to oust a political leader », *BBC News*, 19 septembre 2020.

<sup>47</sup> M. Foucault, *La volonté de savoir*, Gallimard, 1976.

réclamant de l'expertise des scientifiques au nom de la préservation de la santé. Car ce sont bien les démocraties qui évoluent le plus dans ce contexte du Covid, et non les dictatures où le pouvoir est déjà fortement concentré entre les mains d'un petit groupe. Le confinement et ses règles martiales est à cet égard exemplaire : restreignant les déplacements dans un rayon de 1 kilomètre lors des deux confinements du printemps et de l'automne 2020, les autorités françaises ont interdit les cérémonies religieuses et ont fait appliquer, souvent avec zèle, une surveillance policière. Ces pratiques parfois mal comprises peuvent susciter de la **défiance envers les institutions**, et c'est ce que l'on observe dans de nombreux pays occidentaux aujourd'hui. On a ainsi assisté à une éclosion des mouvements **antimasques** (grandes manifestations à Londres, à Berlin...), parfois menés par la nébuleuse **Q Anon** qui dénonce un méta-complot ourdi par des élites manipulatrices et par un « Etat profond » qui dissimulerait des crimes terribles (des crimes pédophiles notamment, le thème revenant en boucle dans cette constellation de forums, de chaînes YouTube, de comptes Twitter comme en témoigne le groupe « Gilets Jaunes versus Pédocriminalité » apparu sur Facebook...). Ces mouvements antimasques sont ainsi largement noyautés par les « complotistes » (terme bien commode pour fustiger les adversaires des gouvernements !), venant pour beaucoup de courants **radicaux** (Pegida, Mouvement 5 Etoiles...). En mai dernier, des manifestants allemands scandaient « la démocratie, pas la virologie ! » pour dénoncer la « dictature sanitaire » instaurée par la chancelière. Cette dernière a jugé ces marches « alarmantes » et a accusé la Russie d'être derrière des opérations de désinformation : la crise du Covid est aussi une guerre de l'information. Parfois, ces groupes utilisent la **manière forte**, comme aux Etats-Unis où Q Anon avait projeté l'enlèvement de la gouverneure du Michigan, Gretchen Whitmer, une farouche opposante à Donald Trump qui a instauré des mesures sanitaires très restrictives dans son Etat. Pour autant, de nombreux sondages dans les pays occidentaux indiquent qu'une majorité de la population soutient les mesures de restriction prises par les gouvernements : peut-être est-ce là l'expression d'un changement anthropologique, d'un nouveau rapport à la mort dans nos sociétés.



## ***En conclusion***

Si cette grave crise sanitaire n'est **peut-être pas la matrice d'un monde nouveau** – 2020 n'est ni 1648 (le traité de Westphalie avait alors défini une nouvelle conception des relations entre

Etats désormais considérés dans le respect de leur souveraineté), ni 1945 (lorsque se sont définis un nouvel ordre international et un nouveau système monétaire) – elle a révélé d'importantes lignes de fractures géoéconomiques et géopolitiques. Elle est tout à la fois un **événement-structure** qui donne à voir un état du monde, mais c'est aussi un événement **catalyseur et accélérateur** de tendances profondes. Il apparaît aujourd'hui clairement que la **Chine joue un rôle primordial** dans le système mondial, alors que la crise voit **l'effacement des Etats-Unis**. L'épidémie accélère aux yeux de Pékin la **désoccidentalisation** du monde, les démocraties étalant leur impuissance à maîtriser l'épidémie et s'engageant dans la japonisation de leurs économies, marquée par la stagnation de l'activité et l'explosion de la dette publique. Simultanément, la Chine, selon les règles du jeu de go, poursuit méthodiquement leur encerclement en renforçant ses liens avec les émergents de trois façons : la diplomatie sanitaire avec les livraisons de matériel de protection, d'équipements médicaux et de médicaments ; le financement des États via, notamment, les investissements des nouvelles routes de la soie ; la prise de contrôle des institutions multilatérales – OMS en tête. La crise du Covid est donc tout sauf anecdotique même si l'évidence de l'événement n'apparaît généralement que rétrospectivement.

*Julien Vasquez  
Professeur de géopolitique en classes préparatoires  
Lycée Louis-Barthou – IGLB*